Une perspective de genre sur "l’économie verte" : des emplois et des moyens d’existence équitables sains et décents

dimanche 8 janvier 2012

Résumé

Document du Groupe Majeur Femmes en préparation de la Conférence des Nations unies sur le Développement soutenable 2012 (résumé traduit en français)

L’équité sociale et la justice environnementale doivent rester au coeur du Développement soutenable et des résultats de la Conférence RIO+20 en 2012. Les inégalités sociales et économiques sont particulièrement lourdes pour les femmes et les enfants qui composent la majorité des pauvres du monde. Les femmes sont des acteurs clés de changement. Elles réinvestissent dans leurs communautés une part de leurs gains bien plus grande que les hommes et prennent des décisions importantes en matière d’investissements et d’achats. Néanmoins, dans beaucoup de régions, à cause des inégalités de genre, leurs compétences et contributions restent méconnues et sous-évaluées. En règle générale, pour beaucoup de femmes dans les pays en développement, leurs moyens d’existence proviennent d’activités dans le secteur informel. Des programmes de création d’emplois "verts" dans le secteur formel peuvent dans certains cas, constituer une menace pour les moyens de subsistance des femmes. La reconnaissance des rôles que les femmes jouent, à la fois dans le secteur informel et formel des activités économiques, contribuera à ce qu’elles acquièrent plus d’autonomie (*empowerment*).

Il nous faut des changements conséquents dans les politiques et les législations qui :

– sécurisent les droits de propriété des femmes, le foncier et le contrôle sur les ressources naturelles ;
– promeuvent l’accès pour les femmes aux services, financements, éducation et technologies requis pour la gestion de l’eau, de l’énergie et la production agricole, les soins à la famille, la gestion du ménage et des entreprises commerciales ;
– assurent la fourniture de services de santé fiables y compris pour la santé sexuelle et de la procréation ;
– permettent aux femmes -et aux hommes- de combiner leurs emplois aux soins à donner aux enfants ;
– contribuent à investir dans l’autonomisation des femmes dans les secteurs économiques ;
– favorisent la participation des femmes dans les instances dirigeantes des gouvernements et des affaires.

Les femmes doivent avoir accès à la santé de la procréation et aux ressources du planning familial afin de pouvoir participer à des activités productives. Nous appelons à des politiques qui garantissent la garde des enfants, des programmes sociaux et de santé spécifiques pour les familles monoparentales.

Les femmes doivent être libérées des systèmes patriarcaux et des contraintes économiques et politiques qui limitent leurs possibilités d’acquérir la terre, de controler les droits sur les ressources

naturelles, d'avoir accès à la formation requise, à l'information, aux financements ainsi qu'aux technologies pertinentes. L'accès à des technologies soutenables avancées pour la gestion du foyer, la production agricole, le commerce, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les nouveaux média, permettront à plus de femmes d'avoir des moyens d'existence durables. Nous préconisons des objectifs spécifiques pour les femmes en matière de formation technologique, de capacités de gestion commerciale et d'acroissement de services d'accompagnement afin de leur assurer un traitement et une représentation équitables.

Afin d'assurer une participation équitable dans les instances décisionnelles, nous demandons un équilibre de genre dans tous les conseils d'administration, panels d'experts et groupes de consultation. Nous demandons un équilibre de genre avec au moins 30-40 % de femmes dans tous les conseils d'administration, panels d'experts et groupes de consultation.

Nous demandons également de nouvelles facilités de financement et de crédit réservés aux activités économiques soutenables des femmes afin de promouvoir une meilleure équité sociale.

Dans beaucoup de pays, les femmes produisent pratiquement 80 % de la nourriture mais ne possèdent qu'1 % des terres. Les droits d'usage des femmes sur les terres communautaires et les ressources publiques pour la nourriture, le combustible, l'eau et autres ressources nécessaires doivent être sécurisées afin d'éviter que les femmes rurales et autochtones ne soient déplacées et marginalisées par des politiques foncières gouvernementales et des entreprises spéculatives

Il a été prouvé que le respect des territoires autochtones et des systèmes de gouvernance communautaires sont un puissant moyen de conservation des biens communs tels les forêts et autres éco-systèmes. Le rôle des femmes dans ces systèmes doit être respecté et renforcé. Nous demandons des mesures de protection des biens communs et de l'accès des femmes aux terres communautaires ainsi que des mesures de promotion pour l'accès au foncier y compris des conseils juridiques accessibles aux femmes.

Certains types d'emplois majoritairement exercés par des femmes les exposent à des produits chimiques dangereux. Ces produits présentent également des risques différents pour les femmes et les hommes. Nous demandons donc une législation internationale qui interdise aux entreprises d'émettre des substances nocives sur le lieu de travail ou dans l'environnement. Nous appelons à la création d'un Fonds industriel destiné à payer pour les dommages occasionnés et pour la pollution historique.

Des politiques énergétiques qui respectent l'équité de genres, une législation et des investissements idoines peuvent effectivement présenter un renforcement des opportunités pour l'autonomisation des femmes sur le plan économique et social.

Nous demandons des objectifs pour l'engagement des femmes dans le secteur des énergies (renouvelables), des critères de genre dans les programmes de financement des énergies renouvelables et la suppression programmée des subventions à l'énergie fossile et nucléaire.

Une grande partie des populations du monde vivent sans avoir accès à l'eau potable et à un assainissement de base. A cause des rôles différents selon le genre, ce sont les femmes et les petites filles qui sont surtout affectées par le manque d'eau. Ce sont elles, dans de nombreux pays, qui sont prioritairement responsables de la collecte et du transport de l'eau pour l'usage quotidien de la famille. La privatisation des ressources en eau peut donc avoir un impact dommageable disproportionné sur les femmes. Nous demandons des programmes de financement spéciaux afin que les femmes et les filles soient assurées de disposer d'eau potable et de sanitaires dans les foyers, dans les écoles et autres lieux publics ainsi que l'adoption de législations qui protègent les

ressources en eau au titre de biens publics.

Les activités du Women’s Major Group (Groupe Majeur Femmes) sont menées par le Women’s Steering Committee et coordonnées par deux des organisations partenaires VAM-Voices of African Mothers et WECF- Women in Europe for a Common Future
- Rubrique en ligne sur le site des Nations unies

A voir aussi sur le site Adéquations :
- Tous les articles sur le thème Egalité femmes hommes et gouvernance du développement durable

---

Copyright © Site de l’Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1759